

**ALLIANCE POUR LA DEMOCRATIE ET LA RECONCILIATION NATIONALE
(ADRN) - IGIHANGO**

Avenue de Roodebeek 151 bte 1; 1030 Bruxelles-Belgique Contact: Secrétariat général: tél: 0032
494 12 42 85.

Contre l'usage abusif du génocide par la dictature de Kigali

Le régime de Kigali continue d'exploiter le génocide pour cacher ses propres responsabilités.

Chacun se souvient que pour s'assurer d'une victoire absolue aux élections de l'an dernier, le régime de Kigali n'a résigné sur aucun moyen : il a recouru à l'emprisonnement arbitraire de l'ancien président Pasteur Bizimungu et ses co-fondateurs d'un parti d'opposition, à la dissolution et le rejet de l'enregistrement d'autres partis, au harcèlement de la presse supposée indépendante, ainsi qu'à l'accusation de "divisionnisme" brandie contre les candidats non acquis à l'idéologie du FPR.

Le même régime a utilisé, à tort et à travers, des arguments de lutte contre "les interahamwe et les génocidaires", pour justifier les innombrables interventions de l'armée rwandaise en République Démocratique du Congo (RDC) ainsi que les crimes contre l'humanité et les pillages qui accompagnent cette occupation militaire de la RDC par le Rwanda.

Aujourd'hui encore, par le biais d'une Assemblée nationale acquise à sa cause, il vient d'ordonner l'interdiction de la seule association de défense des droits de l'homme relativement indépendante qui existait au Rwanda, la LIPRODHOR. Signe qu'il ne compte pas s'arrêter à mi-chemin, le régime détient une liste sur laquelle figurent des associations à l'instar de la LIPRODHOR, des Eglises, des établissements d'enseignement dont l'Université Nationale du Rwanda, des provinces entières, ainsi que des pays étrangers comme la France et les Pays-Bas tous accusés de prêcher ou d'appuyer "l'idéologie du génocide".

L'Alliance pour la Démocratie et la Réconciliation Nationale (ADRN)-Ighango est vivement préoccupée par les conséquences de la prédisposition persistante du régime de Kigali à exploiter abusivement les souffrances des victimes tutsies du génocide. L'alliance est convaincue que ce choix politique vise uniquement à nier la part du FPR dans le génocide des Tutsi, ainsi qu'à étouffer l'éclatement de la vérité sur sa responsabilité dans les crimes contre l'humanité commis, à une échelle non encore évaluée, par des membres de l'armée de ce mouvement, que ce soit au Rwanda ou en RDC.

En effet, pour l'alliance Ighango, s'il n'y a aucun doute que des auteurs identifiables au sein du régime de Habyarimana ont orchestré le génocide des Tutsi, il est tout aussi vrai que la radicalisation issue de la guerre entre le gouvernement d'alors et le FPR a été une cause essentielle de ce génocide.

Et chacun des deux principaux protagonistes a eu une part certaine dans cette radicalisation.

Dès lors, Ighango condamne toute attitude de la part du régime actuel qui vise à étouffer un débat complet sur tous les facteurs et la part des responsabilités respectives dans la tragédie rwandaise en général, et dans le génocide des Tutsi en particulier.

La stratégie du développement par le régime actuel de la théorie de "l'idéologie du génocide" s'inscrit dans le cadre des démarches entreprises pour accréditer la thèse selon laquelle le génocide rwandais a relevé de la fatalité, et ainsi à occulter les facteurs politiques qui l'ont rendu possible.

Face à cet état des choses, l'alliance Igihango dénonce les visées totalitaires du régime FPR et invite le peuple rwandais tout entier à ne pas se laisser prendre au piège des manœuvres d'un régime essoufflé qui s'acharne à perpétuer la radicalisation des rapports entre les composantes de la société rwandaise afin de se maintenir au pouvoir.

L'alliance Igihango prévient, une fois de plus, la Communauté internationale des conséquences néfastes prévisibles de ces machinations idéologiques d'un régime guidé par la mauvaise foi et le refus entêté du dialogue inter rwandais en bonne et due forme, seul cadre susceptible de trouver un terme à l'impasse socio-politique rwandaise actuelle.

Fait à Bruxelles, le 02 juillet 2004

Pour l'alliance Igihango
(Sé) Joseph Ndahimana, Secrétaire général